

## ESPAGNE - SAHARA OCCIDENTAL

## Eternelles félonies socialistes

**Les socialistes espagnols qui ont conduit la transition démocratique menant vers une monarchie constitutionnelle ont toujours trahi le peuple sahraoui.**

**Dès la mort du général Franco, Felipe Gonzalez, premier chef de gouvernement élu depuis 1936, annonce le premier la grande félonie en signant avec Rabat et Nouakchott les "accords de Madrid" consistant à laisser Marocains et Mauritaniens faire main basse sur un territoire non autonome.**

Moyennant, côté espagnol, des clauses secrètes garantissant au royaume ibérique des concessions et des intérêts colossaux au maroc. A telle enseigne que le roi Hassan II à la fin de sa vie et de son règne, avait voulu sortir du piège tendu à Madrid en 1975. En acceptant de négocier avec le Front Polisario et en endossant le plan de paix de l'ONU validé, après, à Houston en Philadelphie, le roi du Maroc voulait s'émanciper du cadre contraignant, lourd à porter et déshonorant des "accords de Madrid".

Au profond de lui-même, Hassan II savait, parfaitement, que le principe d'autodétermination conduite inéluctablement, indubitablement, naturellement vers l'indépendance du peuple des ténébres. L'histoire va ainsi. Un peuple colonisé ne peut pas ne pas noter ou proclamer son indépendance. Pourtant, l'ex-souverain du Maroc avait accepté un probable retrait du Sahara occidental contre des relations fortes et privilégiées avec l'Algérie.

Avec ou sans le cadre de l'UMA. Cette philosophie, pourtant, sera violemment combattue par la France et l'Espagne qui ont vu là un élément d'émancipation politique trop favorable à la stabilité de la région, et, notamment, de l'Algérie.

Paris et Madrid s'attellèrent, alors, en louvoyant et en cassant les ressorts de la démarche de l'ONU, à ramener le Maroc vers son ahurissant projet initial consistant à se proclamer maître de territoires identifiés et reconnus non autonomes relevant de la doctrine de la décolonisation. Dans cette partie du monde, sensible et névralgique, les sphères dirigeantes du Parti socialiste espagnol, très proches des lobbies du complexe militaire français joueront un rôle néfaste, dévastateur. De Felipe Gonzalez dont les intérêts personnels au Maroc ne sont plus un secret pour personne à José Luis Zapatero, le PSOE, à l'image de la SFIO (Section française de l'internationale ouvrière en Algérie), tiendra un rôle majeur dans le brouillage des horizons et dans la désinformation. Zapatero et son "relex" Miguel Mirotonos, même s'ils ont présentement, les pires difficultés à tenir une base farouchement pro-sahraouie, arrivent tout de même à empêcher l'Espagne de jouer le rôle qui est le sien.

A savoir être la puissance administrante des territoires sahraouis jusqu'au jour où les populations seront appelées aux urnes pour dire si elles veulent l'indépendance ou le rattachement au Maroc. Zapatero échouera, cependant, lamentablement à mener à terme la deuxième trahison socialiste espagnole. Pour trois raisons.

D'une part, parce que les militants du PSOE actuels savent parfaitement les enjeux et ne peuvent pas, comme ça, comme leurs

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouze Mokhtari

ainés de 1975, être menés en bateau parce que las d'une dictature épuisante et féroce et tout heureux de connaître le bonheur de la démocratie et obnubilés par la perspective de devenir européens à part entière.

Et d'autre part, parce que si Felipe Gonzalez, confondu depuis, par la justice de son pays, de corruption et d'abus de biens sociaux agissant en bon Atlantiste qu'il était, pour le compte des Américains qui le soutenaient contre vents et marées, Zapatero, pour ce qui le concerne, n'est qu'un sous-fifre entre les mains de la France chiraquienne. Cette dernière, affaiblie en Europe et en Afrique, ne pourra donner que ce qu'elle a : à peu près pas grand-chose. Le troisième élément qui invalidera la peu glorieuse attitude du socialisme espagnol est l'infléchissement anglo-américain parallèle, précisément, aux thèses onusiennes et à la légalité internationale. A Alger, Juan Carlos — il serait naïf de croire que le roi d'Espagne n'ait pas l'oreille des milieux décisionnels de son pays — a plaidé, pour mettre son royaume à l'abri, la raison d'Etat contre les errements de Zapatero. Juan Carlos semblait dire aux Algériens : "Ne faites pas attention à ce qu'il fait" (*ma eddirouche alih*).

Même si les relations entre l'Algérie et l'Espagne devaient être préservées, il est évident que la direction du PSOE doit être sévèrement châtiée. Elle commence à l'être en Espagne. A l'Algérie, dorénavant, de savoir mettre de l'eau dans son... gaz.

A. M.

## IRAK

## Flambée des attaques contre les soldats américains et irakiens à Diyala

Les attaques contre les militaires américains et irakiens sont en augmentation dans la province de Diyala (nord-est), a affirmé hier le colonel américain David Sutherland, basé dans la capitale de la province. "Il y a une augmentation des attaques contre la coalition et les forces irakiennes à Diyala alors que les violences confessionnelles ont baissé de 70%" entre juillet 2006 et février 2007, a affirmé l'officier américain par vidéo-conférence en direct de Baqouba. Province mixte, la

province de Diyala concentrait avec Baghdad une grande partie des violences confessionnelles du pays. Le plan de sécurisation de la capitale irakienne lancé début février comprend aussi un volet de contrôle des ceintures autour de Baghdad et notamment de la province de Diyala.

Un bataillon de Stryker (véhicules blindés) a notamment été dépêché en renfort dans la province. "Les terroristes bénéficient de soutiens de l'extérieur de Ramadi (province d'Al-

Anbar, principal foyer d'insurrection sunnite en Irak), de Salaheddine (province au nord de Baghdad) et d'Iran. Nous essayons de couper leurs lignes d'approvisionnement", a précisé de son côté le général irakien Shakir Halail Husain qui dirige la 5e division irakienne à Diyala.

Le général a affirmé que ses troupes avaient capturé plusieurs combattants étrangers dont deux Egyptiens et deux Syriens.

## Des centaines de manifestants contre les USA à Sadr City

Plus d'un millier de personnes ont manifesté hier dans les rues de Sadr City pour protester contre la présence des troupes américaines et d'un poste de police irako-américain dans ce bastion ultra-radical chiite de l'est de Baghdad, selon un journaliste de l'AFP sur place. Après la prière du vendredi, des partisans du leader radical chiite Moqtada Sadr sont partis en cortège du siège de l'organisation en criant des slogans comme "Non, non à

l'Amérique. Non, non à Israël. Non, non à Satan." ou "Pas de bases américaines dans notre ville". Les manifestants font référence au poste de police irako-américain qui s'est installé dans ce quartier de 2,5 millions d'habitants dans le cadre du plan Fardh al-Qanoon de sécurisation de la capitale. Le bureau de l'organisation Sadr, qui compte six ministères dans le gouvernement d'unité nationale de Nouri al-Maliki, a diffusé un communiqué dans

lequel il affirme : "Quand le plan de sécurité a été lancé, malgré nos blessures nous avons suivi nos leaders religieux. Nous avons été coopératifs (...) pour prouver au monde l'intérêt que nous portons à ce pays blessé par la sédition (...) mais nous refusons l'installation de bases de l'occupant dans Sadr City". Le mouvement Sadr estime qu'il faut avant tout "renforcer le rôle de la police et de l'armée (israéliennes) pour maintenir la sécurité".

## BENIN

## Tirs contre le cortège du président Boni dans le centre du pays

Des inconnus ont ouvert le feu jeudi soir dans le centre du pays contre le cortège du président béninois Yayi Boni, qui est sorti indemne de cette attaque immédiatement attribuée par le pouvoir à des ennemis du président, à neuf jours d'élections législatives cruciales.

Selon un conseiller qui l'accompagnait, "le président rentrait vers 20H45 (locales et GMT) d'une journée de meeting dans le village de Ouhss, à mi-chemin entre son village natal de Tchaourou et Parakou, la plus grande ville du centre du pays, lorsque au moins cinq personnes armées de kalachnikovs et d'autres armes automatiques ont ouvert le feu sur le cortège". "Dans les échanges de tirs, quatre membres de la garde présidentielle ont été blessés. Les assaillants ont fui dans la brousse car nous étions sur une piste. Le chef de l'Etat

se porte bien et n'a pas été blessé", a précisé ce conseiller sous couvert d'anonymat.

Cette attaque intervient à neuf jours des élections législatives, le premier grand test électoral pour le président Boni. Totalement inconnu en politique, il avait été élu à la présidence début 2006 à la surprise générale, face à des caciques de la politique béninoise.

"Il est clair que cette attaque est l'œuvre de la mafia, qui se sent poursuivie et traquée dans ses derniers retranchements par la politique d'assainissement des finances publiques mise en branle par le président et son gouvernement", a déclaré Egard Guidibi, conseiller du président à la promotion du changement.

"Jusqu'où la mafia ira-t-elle pour l'empêcher de réussir la mission que lui a confiée le peuple ? Un coup isolé n'arrêtera pas la lutte du

président pour un partage équilibré et juste des richesses", a poursuivi le conseiller présidentiel. Toutefois, selon d'autres sources, l'attaque pourrait avoir été le fait de simples "coupeurs de route", des bandes de brigands qui écumant les routes pour attaquer les voyageurs.

Elu président en mars 2006 avec 74,52% des suffrages, contre 25,47% à son rival Adrien Houngbédji, Yayi Boni, ancien banquier, avait fait campagne sur le changement, le retour de la croissance économique et la lutte contre la corruption. Il avait alors hérité d'un des pays les plus pauvres du monde, en proie à une crise économique profonde, aggravée par la corruption et la mauvaise gestion des finances publiques. Le taux de croissance, 6,2% en 2001, avait baissé régulièrement pour se situer à 3,4% en 2004. Dès sa prise de fonction,

## AFGHANISTAN

## Les talibans prolongent jusqu'à lundi soir l'ultimatum pour l'otage italien

Les talibans ont annoncé hier repousser jusqu'à lundi soir l'échéance de l'ultimatum sur le sort du reporter italien Daniele Mastrogiacomio qu'ils retiennent depuis deux semaines en otage et menacent de tuer si leurs revendications ne sont pas respectées. "L'ultimatum qui se terminait hier a été prolongé d'environ trois jours après que le gouvernement italien en eut fait la demande à travers les médias", a déclaré par téléphone à l'AFP un porte-parole des talibans, Youssouf Ahmadi.

"Nous avons donc prolongé de trois jours cet ultimatum qui se termine lundi soir", a-t-il ajouté en assurant que les conditions posées pour la libération du journaliste du quotidien *La Repubblica*, enlevé avec ses deux guides afghans dans le sud de l'Afghanistan, étaient les mêmes. Les talibans exigent la libération de deux de leurs porte-parole détenus en Afghanistan et l'annonce par Rome d'un calendrier de retrait de ses 2.000 soldats déployés dans la région de Kaboul et dans l'ouest du pays. Ce que le chef du gouvernement italien Romano Prodi avait écarté dès dimanche dernier. Par ailleurs, le sort du chauffeur afghan du reporter était incertain alors que l'agence de presse afghane privée Pajhwok, citant un homme s'étant présenté au téléphone comme le porte-parole du mollah Dadullah, l'un des principaux chefs talibans, a annoncé sans preuve qu'il avait été "reconnu coupable d'espionnage" et exécuté à une date non précisée par les talibans. Interrogé par l'AFP, Youssouf Ahmadi a déclaré n'avoir aucune information dans l'immédiat sur une telle exécution et ne pas connaître le porte-parole présumé de Dadullah qui s'était identifié comme Shahbuddin Atal.

A Rome, le chef de la diplomatie italienne Massimo d'Alema a réclamé hier "du temps" pour les négociations, après un appel en ce sens lancé la veille par le journal *La Repubblica*, en "accord avec le gouvernement italien".

"Qu'une initiative est en cours pour parvenir à une solution, cela a été perçu même par l'autre partie", a dit M. d'Alema sans citer les talibans. "Donc, à plus forte raison, je voudrais que, de l'autre côté, l'on comprenne que la situation rend nécessaire un temps raisonnable pour pouvoir évoluer et obtenir les résultats désirés", a-t-il poursuivi. Le porte-parole des talibans Youssouf Ahmadi a, quant à lui, déclaré qu'il y avait eu "certains progrès dans les négociations". Les talibans ont affirmé avoir enlevé le reporter de 52 ans et ses deux guides afghans dans la province d'Helmand (sud), où sont déployés des soldats britanniques de l'Otan. Ils ont accusé le journaliste d'espionner pour les Britanniques. Dans une vidéo datée de lundi et obtenue mercredi par les médias italiens via l'ONG italienne Emergency, M. Mastrogiacomio affirmait qu'il était en bonne santé et demandait à Romano Prodi d'agir pour qu'il puisse obtenir sa libération. Présenté dans le sud de l'Afghanistan, cette ONG avait déjà servi d'intermédiaire avec les ravisseurs du photographe italien Gabriele Torsello qui avait été retenu en otage pendant trois semaines dans la province d'Helmand. Les talibans ont toujours nié avoir été derrière cet enlèvement.

Ils ont cependant revendiqué les "arrestations" de plusieurs autres journalistes, qui ont tous été relâchés, dans la province d'Helmand, épice de l'insurrection où la force de l'Otan mène actuellement une vaste offensive.

M. Boni avait ordonné plusieurs audits dans les 60 entreprises de l'Etat et exigé des débiteurs de l'Etat le paiement de leurs arriérés.

Cette politique volontariste lui a attiré pas mal d'ennemis dans la vieille garde politique habituée à "l'affairisme et au clientélisme", expliquent de nombreux observateurs.

Malgré tout, le président reste très populaire chez les Béninois de base. "Il ne faut pas qu'il baisse les bras, le peuple est derrière lui, il n'a rien à craindre", affirme Marcellin Goho, un conducteur de zémidjan, les taxis-motos qui pullulent à Cotonou. "Moi, je voterai pour la mouvance présidentielle aux prochaines élections. Il y a eu trop de voleurs dans ce pays", confirme un serveur de restaurant de Ouidah, à une quarantaine de km de Cotonou.